

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 41 • 15 OCTOBRE 2021 • CHF 3.-

Plusieurs collectifs veulent la levée des droits privés sur le vaccin Covid **page 3**



Procès Sankara: Le Burkina Faso face au miroir de son Histoire **page 6**



IL FAUT LE DIRE...

Système alimentaire: flop onusien salubre

Depuis 2 ans, l'ONU prépare la Conférence sur les systèmes alimentaires mondiaux, comme une réponse à la crise alimentaire mondiale. Cela devait donner un coup d'accélérateur aux actions permettant d'atteindre l'objectif X du développement durable tel que défini dans l'agenda onusien.

Finalement, elle s'est tenue en marge de l'Assemblée générale, le 23 septembre, et n'a pas eu l'écho espéré. Cela aurait dû être l'équivalent de la COP 21 avec un focus sur la production alimentaire. Il faut dire que dès 2019, le ton était donné au vu de la place prépondérante occupée par les multinationales de l'agro-business, qui allait de pair avec la présence du Forum économique mondial comme co-organisateur.

Plusieurs ONG et le mouvement Via Campesina regroupant plus de 200 millions de petits paysans n'ont cessé de dénoncer le peu de cas qui était fait des droits humains. Ils ont souligné le paradoxe que, un peu partout, ceux qui cultivent la terre sont aussi les plus pauvres. Et dénoncé l'option prise de «2^e révolution verte», donc d'une agriculture mécanisée et de grandes monocultures, utilisant notamment des produits agrochimiques sans retenue.

La présidente de ce sommet n'était autre que Mme Kalibata qui dirige l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, promue par la Fondation Bill Gates. Et dont les actions sur le continent africain ont été des échecs reconnus en matière de développement durable.

La fronde est même venue de l'intérieur du système onusien, entre autres par la bouche du rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation, Michael Fakhri. Il rappelait en août 2021 la coresponsabilité des multinationales dans l'augmentation de la malnutrition (y compris la «malbouffe») mais aussi sur la perte de biodiversité et du réchauffement climatique. Il affirmait que les petits paysans avec l'agroécologie pratiquée représentaient un modèle probablement plus efficace pour endiguer la faim dans le monde.

Le fait que le sommet ait été un fiasco est déjà une demi-victoire, gagnée par les mouvements sociaux, avec heureusement l'appui de nombreux scientifiques. Peu de politiques se sont vantés d'y avoir assisté.

Mais tout reste à faire et le lobby de l'agrochimie avec son arrogance habituelle est encore très écouté au sein de l'ONU... comme auprès d'une majorité de nos politiciens locaux hélas!

Bernard Borel

COP, déclarations et après?

CLIMAT • Du 31 octobre au 12 novembre se tiendra à Glasgow la COP 26 des signataires de la Convention-Cadre de l'ONU sur les changements climatiques. La société civile sera-t-elle encore oubliée?

«On est sûr à 100% que la Conférence des parties aboutira à une déclaration finale, mais je suis plutôt pessimiste en ce qui concerne les résultats qui pourront en sortir», lance sous forme de boutade, Martin Beniston, à l'occasion du débat organisé cette semaine par le Club suisse de la presse à Genève. Le climatologue et professeur honoraire à l'Université de Genève, relève ainsi que le Fonds vert pour soutenir les économies du Sud se monte aujourd'hui à 79 milliards de dollars, 12 ans après son lancement, encore loin des 100 milliards promis.

«Pour un pays comme le Bangladesh, qui devra sécuriser ses côtes du fait de la montée des eaux, cette somme ne sera même pas suffisante», relève le scientifique. Son avis tranche avec celui des chefs de missions anglais et français, qui considèrent que la volonté politique est bien là pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 1,5°C par rapport à 1990. «Face aux changements, il n'y a pas grands et de petits Etats. Il faut que tous s'engagent avec des résultats mesurables, vérifiables, et sur le long terme», assure l'ambassadeur hexagonal Jérôme Bonnafont, qui croit à 100% au succès de la conférence. Pourtant, les engagements concrets font singulièrement défaut, à l'heure où certains pays comme la Pologne, l'Allemagne ou la Chine continuent à plébisciter le charbon comme énergie.

Compensation carbone, un leurre?

Quels sont les enjeux de cette conférence? Selon l'association française CCFD-Terre solidaire, le but est de concrétiser la lutte contre l'émission des gaz à effet de serre (vapeur d'eau, dioxyde de carbone, ozone et méthane pour les plus importants). Mais les négociations restent bloquées sur deux enjeux essentiels du manuel d'application, qui doit encadrer la mise en œuvre effective de l'Accord de Paris de la COP 21 en 2015. Parmi les principaux points d'achoppement, on retrouve avec l'article 5, la mise en place d'un mécanisme identifiant les soutiens techniques et financiers nécessaires aux pays et populations victimes des dérèglements climatiques.

«C'est une revendication importante dans la mesure où les premières victimes des dérèglements climatiques sont aussi souvent les moins émettrices de gaz à effets de serre», note l'association. L'article 6 relatif aux mécanismes de marché carbone pose aussi problème. Celui-ci prévoit la mise en place d'un système d'échange de droits d'émissions de gaz à effet de serre et de compensation carbone entre les pays qui en émettraient trop et ceux qui en émettent moins, souvent au Sud.

Une voie qu'a choisie la Suisse. Elle reste sur son engagement d'être neutre en émissions carbone en 2050. Ceci via 50% de réduction sur le territoire national et 50% par l'achat de permis de compensation à l'étranger. Le gouvernement helvétique prévoit d'augmenter son soutien financier pour le climat jusqu'à 425 millions de francs de fonds publics d'ici 2024 selon l'ambassadeur de la Suisse pour l'environnement, Franz Perrez. «Une somme prise en partie sur le budget de la coopération au développement», tempère la conseillère aux Etats écologiste genevoise, Lisa Mazzone, qui participait aux débats genevois.

Ce système de compensation est aussi problématique. «L'efficacité de ces projets reste à démontrer;



«Les gouvernements doivent assurer une participation pleine et entière aux sommets», assure l'ancien diplomate, Alain Clerc. garryknight

parce que la promotion de ces mécanismes, dont sont entichées notamment la finance et l'agro-industrie, détourne les décideurs politiques de la nécessité de réduire nos émissions. Et par ce que ces mécanismes font peser de nouveaux risques sur les droits humains (accaparement des terres, expropriation des populations locales, souveraineté alimentaire mise à mal, accentuation des dérèglements climatiques)», relève le CCFD-Terre solidaire, qui est franchement contre cette méthode. «On devrait surtout investir contre les émissions en Suisse. Cela permettrait de développer une économie durable et les emplois de demain», regrette l'élue nationale genevoise.

Mouvement climat en marge

Rappelons qu'outre les chefs d'Etats, les COP accueillent aussi des acteurs non-étatiques. Ils vont des représentants de la finance, des entreprises, et des investisseurs à des membres de la société civile et des ONG. Tous ont un statut d'observateurs. On est loin du compte selon le mouvement climat, qui se méfie de ces grands raouts, et s'en distancie. «Nous n'y participerons pas. Nous ne devons pas légitimer un processus qui a échoué pour nous tous au cours des 25 dernières années. Pour ceux qui choisissent d'y aller, nous le ferons pour accuser les dirigeants de crimes contre l'humanité, en apportant une déclaration basée sur la vérité sur la corruption légalisée et l'échec systémique», annonce ainsi le mouvement Extinction Rebellion UK. Il entend «soutenir l'action perturbatrice à Glasgow dans la mesure du possible, sans engager trop de ressources».

On est sur la même longueur chez certaines personnes intervenantes du panel genevois. «Le système économique nous mène dans le mur. Le greenwashing, les solutions de rénovation du bâti ou la pro-

motion des voitures électriques ne seront pas suffisants. Nous devons transformer la société dans un effort collectif avec le mouvement antiraciste ou féministe pour aller vers un monde meilleur et plus équitable. Partons du constat que ce monde ne va pas et construisons autre chose», assure Marion Lanci, jeune activiste pour le climat.

Levain de demain

«La COP de Glasgow ne va rien résoudre. Elle va peut-être donner quelque espoir pour aller dans la bonne direction, mais ne va pas opérer des changements nécessaires. La société civile doit maintenant être autre chose qu'un simple aiguillon et être partie prenante de la politique que nous allons développer, ainsi qu'impliquée dans la prise de décision. La jeunesse, notamment dans les pays industrialisés, est bien informée et doit maintenant imposer ces changements. Ce qui signifie que des sommets comme Glasgow devront être repensés s'ils veulent aboutir à quelque chose. Le processus actuel n'est pas compatible avec les enjeux. Il faut donc changer les méthodes et obtenir des gouvernements une participation pleine et entière de la population, aussi bien au niveau international, que national et local», assure Alain Clerc, ancien responsable de la Confédération de la politique internationale pour l'environnement.

Plus lyrique, Philippe Roch, ex-directeur de l'Office fédéral de l'environnement et du WWF suisse nous interpelle: «Soyons le levain de monde nouveau, soit ce qui transforme le pain de l'intérieur, en donnant un produit nourrissant et délicieux», tout en plaidant pour un Tribunal de l'environnement chargé de juger les crimes contre la nature. ■

Joël Depommier

Un espion aux multiples casquettes?

VAUD • L'affaire des perquisitions de militants de la grève du climat prend une nouvelle tournure sachant qui les a menées.

Tout commence par une lettre ouverte de la Grève du climat Vaud (GC) adressée le 11 mai 2020 au gouvernement, au Département fédéral de la défense, ainsi qu'à l'armée. Le mouvement de protection du climat y appelle à une grève militaire. «Par éthique, morale, responsabilité écologique et sociale, nous ne consentons pas à payer la taxe, ni à aller au service militaire» écrivait la GC à l'époque, appelant par communiqué à être suivie dans cette démarche. Cet appel semble avoir dépli en haut lieu. Le 26 mai dernier, trois militants de la GC ont été perquisitionnés, aux aurores, à leur domicile, par la Police judiciaire fédérale (PJF), dans le cadre d'une instruction pénale pour «provocation et incitation à la violation des devoirs militaires».

Cette semaine, le mouvement écologiste adressait une autre lettre ouverte à la Cheffe du Département vaudois de l'environnement et de la sécurité, la Verte Béatrice Métraux. La missive évoque une inquiétude quant à la présence lors des perquisitions, d'un agent du Service de renseignement cantonal (SRCa). Si la réponse de la Conseillère ne s'est pas fait attendre, certains flous persistent dans cette affaire et au-delà.

L'agent D.

Dans son courrier public du 7 octobre à Mme Métraux, la GC souligne que son appel à la «grève militaire» relève de la liberté d'expression, garantie par la Convention européenne des droits de l'Homme, et ne peut être réprimé dans une société démocratique. Elle rappelle que les mesures de contraintes et le déploiement d'un dispositif policier, «disproportionnés», avaient fait grand bruit dans la presse, ravivant le débat sur les techniques répressives utilisées contre un groupe d'opposition politique pacifique.

Toutefois, l'objet principal du courrier est la présence de l'agent D. En effet, une lettre en possession de la GC mentionne que trois jours avant les perquisitions, le Procureur fédéral Marco Renna a informé le Procureur général vaudois Eric Cottier de l'opération menée par la PJF et sollicité le soutien de la police cantonale. On y



La police judiciaire fédérale aurait fait appel à des agents plutôt polyvalents du Service de renseignement vaudois dans la perquisition.

LDD

apprend que la PJF a été «appuyée notamment par Monsieur D., Inspecteur principal adjoint auprès de la SRCa de la police cantonale vaudoise».

«Pêche» opportuniste?

Comme le rappelle la GC, le SRCa effectue des missions de renseignement dans l'intérêt de la sécurité de l'Etat. Il est l'organe qui communique avec le Service de Renseignement de la Confédération (SRC). «Si le but de l'opération était limité à des mesures d'enquête sur le prétendu délit d'expression publique que constituait la lettre ouverte appelant à la grève militaire, pourquoi engager les services de renseignement du canton dans la démarche?», s'interroge le mouvement environnementaliste. Il craint que la lettre ouverte ait été un prétexte pour mener des perquisi-

tions à des fins exploratoires. C'est-à-dire ayant en réalité pour but d'enquêter plus largement sur le fonctionnement de ce mouvement social.

«Il va sans dire que de telles expéditions de fishing (hameçonnage) sont interdites dans un Etat de droit», ajoute la GC. Ceci avant de demander à Mme Métraux si la GC ou d'autres mouvements écologistes, font l'objet de mesures de surveillance du SRCa et si celui-ci a reçu une requête les concernant de la part du SRC. Pour rappel ce dernier n'est autorisé à rechercher du renseignement que sur les organismes désignés par une liste évolutive validée par le Conseil fédéral.

Planification policière

Dans un courrier daté du 7 octobre, Mme Métraux réagit à ces «graves soupçons». Selon la Conseillère d'Etat,

la présence de Monsieur D. serait due à la planification des ressources policières. «L'inspecteur D. que vous mentionnez... a été mobilisé par la police cantonale en tant que policier astreint à la permanence planifiée la semaine de l'opération, au même titre que les cinq autres inspecteurs», écrit la magistrate. Elle précise que «l'inspecteur D. n'a donc nullement agi comme collaborateur du SRCa, mais uniquement comme inspecteur de police judiciaire». Elle ajoute concernant la liste des organismes que le SRC est autorisé à surveiller qu'«il n'y figure pas de partis politiques suisses ou de mouvements tels que la GC, et que le SRCa n'y déroge pas.».

Les doutes persistent

Si du côté de la GC on remercie Mme Métraux pour sa réponse, et on apprê-

cie la confirmation que le mouvement n'est pas dans la liste des organismes à surveiller, le doute reste quant au fait que l'agent D. n'ait péché aucune information. «On a passablement de la peine à le croire» réagit Kelmy Martinez de la GC, l'un des trois militants perquisitionnés. «Nous avons la confirmation qu'il était présent. Ce qu'il a vu et entendu, il aura bien du mal à l'oublier! Ce qu'il a observé pourrait lui servir même si nous ne sommes pas sur la liste», explique-t-il. Avant d'ajouter que le fait que D. soit nommé y compris dans sa fonction (contrairement aux 5 autres inspecteurs) dans la lettre de M. Brenna reste questionnant?». En somme pour le militant, le fait que des agents puissent porter plusieurs casquettes, tantôt du renseignement, tantôt de la police, entraîne un risque quant à ce qu'ils feront des informations qu'ils récoltent, fût inconsciemment.

Par-delà la question d'agents possiblement «couteaux suisses», M. Martinez juge les perquisitions disproportionnées. «De quoi avaient-ils besoin de plus? Il s'agissait d'une lettre ouverte, et donc publique. Nous étions parfaitement identifiés», s'exclame-t-il, soulignant la violence que constitue une intrusion policière dans l'intimité, qui plus est pour réprimer une libre expression. Il voit comme produit de ces méthodes un effet dissuasif qui pourrait détourner certains de la lutte par peur de subir cette répression.

Concernant l'entrée en vigueur prochaine de la Loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT), qui élargit encore, les pouvoirs de la PJF, M. Martinez lance, «on voit avec cette affaire qu'elle a déjà des moyens répressifs vis-à-vis de militant.es de mouvements pacifiques. Avec ces nouveaux pouvoirs, il y a de quoi vraiment avoir peur d'un nouveau scandale des fiches». Il conclut quant à la crédulité que l'on pourrait avoir dans les différents pouvoirs pour protéger nos droits et libertés, à titre personnel et politique: «Je n'ai pas confiance en un appareil bourgeois dont on connaît l'amour pour le répressif, plutôt que pour garantir la pluralité d'opinions». ■

Jorge Simao

Décision du tribunal fédéral administratif controversée

NEUCHÂTEL • Le Tribunal administratif fédéral (TAF) a annulé la planification hospitalière 2016-2022 du canton de Neuchâtel, au grand bonheur de Swiss Medical Network.

Nous apprenons le 27 septembre 2021 que le Tribunal administratif fédéral (TAF) avait admis le recours déposé par Swiss Medical Network (SMN). Par leur décision, la vision que renvoient les juges fédéraux sur notre système de santé est plus qu'inquiétante et elle donne un très mauvais signal pour l'avenir du service public. Leur décision est non seulement profondément injuste, mais en plus elle fait montre d'une ignorance grave de la problématique de la couverture sanitaire de notre pays.

La pandémie que nous vivons nous démontre ce que nous savions depuis longtemps, à savoir que le système hospitalier public est le seul bouclier capable de nous protéger lorsque la société et, surtout ses membres les moins favorisés,

sont menacés et fragilisés par des événements exceptionnels comme la Covid.

Alors que la Confédération ne cesse de demander aux cantons de maîtriser les coûts de la santé, la décision du tribunal fédéral prive le gouvernement neuchâtelois d'un levier important et par conséquent fait une place disproportionnée à un acteur privé qui n'a pas les mêmes devoirs, notamment celle de servir tous les membres de la communauté, 24h/24 quel que soit son statut social ou sa pathologie.

En fait, par leur décision, les juges du Tribunal fédéral administratif dénie le droit à notre gouvernement de décider souverainement de la planification sanitaire de notre canton et de prendre des décisions pour le bien commun de la popula-

tion. Pour rappel, les cliniques privées considèrent que la santé est un marché comme un autre et leur objectif est avant tout de faire du profit et par conséquent de choisir les actes médicaux qui rapportent et de laisser aux hôpitaux publics la prise en charge des pathologies physiques ou mentales peu rentables selon le vieil adage: privatisons les bénéfices et socialisons les pertes.

D'autre part, elles n'ont aucune obligation de participer à la formation. Dans une période de pénurie de personnels soignants cette mission primordiale pour l'avenir de notre service de santé est dévolue aux hôpitaux publics. Rappelons qu'en Suisse nous formons moins de la moitié des médecins dont nous avons besoin et l'ASI (Association Suisse des Infirmières) a cal-

culé que jusqu'à 2030 il nous manquera entre 25 et 30'000 infirmières...

Pour accepter le recours du groupe Swiss Medical Network, les juges se reposent sur l'argument que le fait de ne pas signer de convention collective de travail (CCT21) n'est pas une entrave à la qualité des soins prodigués par le groupe privé.

Nous ne remettons pas en doute la qualité des soins prodigués par les cliniques du groupe SMN. Cependant, nous savons que le respect et la reconnaissance participent pour beaucoup au bien-être et à la satisfaction au travail des soignants pour prodiguer des soins de qualité et la reconnaissance passe aussi par de bonnes conditions de travail dont le salaire fait partie. ■

Nago Humbert

Pour des vaccins produits gratuitement

COVID-19 • Le mercredi 13 octobre, une cinquantaine de collectifs, associations et partis de gauche dont le PdT manifestait face au Conseil des ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) de l'OMC réuni à Genève.

Leur objectif: La levée des brevets sur les vaccins anti-covid pour en permettre une production gratuite pour le monde. Elle permettrait de faciliter la distribution de vaccins et de réduire son prix. Représentant de la CGT Sanofi, Thierry Bodin qui participait à une conférence, nous explique les enjeux de la mobilisation. Par ailleurs, sur le plan suisse le 3 juin dernier, le conseiller national du POP Denis de la Reussille interpellait le gouvernement sur une suspension aux ADPIC pour les vaccins contre le Covid-19. Il posait notamment cette question: «Le Conseil fédéral peut-il nous expliquer en quoi faire preuve de générosité et de solidarité en période de pandémie pourrait être un frein à l'innovation?»

Les buts de votre protestation devant l'OMC? THIERRY BODIN Il est hors de question que les différents types de vaccins anti-covid, qu'ils soient à ARN message (Pfizer, Moderna), plus classiques tel celui d'Astra Zeneca ou demain de Sanofi soient des sources d'enrichissement pour les laboratoires. Ceci au détriment de la santé publique mondiale.

Tant au niveau du prix que du volume de production, les conditions de diffusion et de commercialisation relatives à ces vaccins sont inacceptables. Elles entraînent une absence de réponse vaccinale sur des continents comme l'Afrique, où les personnes continuent à décéder massivement.

Parlez-nous des positions de la France et de l'Union européenne alors que le président américain est partisan d'une levée, mais temporaire, des brevets?

Le 2 octobre 2020, l'Afrique du Sud et l'Inde ont demandé la levée des brevets à l'OMC. Or l'Europe et les grands



La production des vaccins anti-Covid a largement été financée par des fonds publics, selon les opposants aux brevets intellectuels.

LDD

pays producteurs comme la France, l'Allemagne ou la Suisse refusent cette proposition. Il faut donc instaurer un rapport de force, une mobilisation de la population pour conduire à cette levée des droits sur les brevets. Voilà pourquoi nous avons organisé cette journée devant l'OMC, au moment où le Conseil des ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) se réunit pour poursuivre l'examen de la proposition de dérogation temporaire

sur les vaccins. Cela à la demande de l'Inde et de l'Afrique du Sud, Etats soutenus par les délégations du Kenya, Venezuela, Groupe Africain, Groupe des pays les moins avancés, Maldives, Indonésie ou Jordanie. Plus on tarde, plus la population meurt.

Les grandes entreprises disent que leurs investissements dans le vaccin interdisent cette levée du droit des brevets. Votre avis? Il s'agit d'un argument fallacieux. Dans le cas des techniques à l'ARN

messenger, de nombreuses recherches publiques ont été déployées en amont. Beaucoup d'argent public a aussi été versé aux laboratoires pour développer leurs recherches. On parle ainsi de 483 millions de dollars octroyés à Moderna par les Etats-Unis. On sait pertinemment qu'avec son vaccin, une entreprise comme Pfizer fera plus de 50 milliards d'euros de bénéfice ces 2-3 prochaines années avec son produit. Les montants des contrats passés avec l'UE ou la France sont aussi secrets.

Toute transparence des coûts est couverte par le secret des affaires, comme on l'a vu précédemment dans la production d'un médicament contre l'hépatite C par le laboratoire Gilead. Ce secteur, à l'instar de l'armement ou du pétrole, est celui qui fait le plus de bénéfice. Le maintien des droits sur les brevets relève d'une mise en danger de la vie d'autrui. Il faut constater que si le laboratoire français Sanofi a accepté finalement de produire des vaccins pour les autres compagnies, c'est dû à la pression médiatique et au fait que cette compagnie a une peur bleue de la levée des droits sur les brevets.

D'autres médicaments, notamment des traitements anti-cancéreux sont hors de prix, devraient-ils aussi faire l'objet d'une levée des droits de brevet?

Nous soulevons cette question depuis longtemps au sein de la CGT. Nous sommes pour un pôle public de la santé, en ce qui concerne l'infrastructure hospitalière, la production de médicaments ou de produits utiles d'un point de vue thérapeutique comme des masques ou les machines de ventilation. La recherche du profit maximum de la part de l'industrie pharmaceutique va à l'encontre de la Constitution, de l'éthique ou de l'esprit humaniste.

Que ferez-vous si l'OMC refuse la possibilité d'une levée des brevets sur les vaccins anti-Covid?

Si l'industrie pharmaceutique ne répond plus aux besoins des peuples comme cela a été dénoncé en son temps dans le Procès de Prétoria sur les traitements anti-VIH, il faut accroître la pression populaire et médiatique pour changer les règles. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

Les loyers du Locle sont parmi les plus bas de Suisse

Selon les statistiques de l'Union des Villes suisses, reportées par la RTS, les loyers du Locle sont les plus bas des villes suisses. Ainsi, un appartement dans la Mère commune des Montagnes neuchâtelaise coûte en moyenne 715 francs sans les charges.

Cette situation s'explique de diverses manières. Tout d'abord, la Ville est le plus grand pourvoyeur de biens locatifs. Cette position dominante lui permet de maintenir des loyers particulièrement attrac-

tifs, en faisant quelque peu «pression» sur le marché immobilier local. De plus, stimulé par des taux d'intérêt historiquement bas, le nombre de constructions ou de rénovations n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Ainsi, les anciennes friches industrielles, à l'instar de l'Angélus, de la Zodiac ou encore du Phare se sont transformées en lofts relativement prisés.

L'offre de biens sur le marché ayant augmenté, le prix d'équilibre des loyers est dès lors, pour les locataires, plus qu'attractif. Parmi

les facteurs influençant l'offre, une tendance plus lourde caractérise l'Arc jurassien, et ce depuis quelques décennies: un déplacement constaté d'une partie de la population sur le Plateau suisse.

Pourtant, ces régions bénéficient d'infrastructures notamment sportives et culturelles importantes dans un cadre naturel luxuriant. De plus, la réalisation à hauteur d'un milliard de francs des routes de contournement des Villes du Locle et de La Chaux-de-Fonds transformera radicalement

les centres urbains, la qualité de vie et le vivre-ensemble. Parallèlement, le renforcement des centres de formation, l'arrivée de nouvelles enseignes horlogères comme Audemars Piguet, Tudor ou Kenissi, et la remise aux standards actuels du patrimoine immobilier repositionneront la région. Enfin, cette tendance, à moyen terme, sera contrebalancée par le facteur climatique qui rendra les régions de montagnes assurément attractives. ■

Cédric Dupraz

GE: Nouveau président des Jeunes POP



Forlan Badel, nouveau président.

crédit

Constitués à l'automne 2018, les Jeunes POP Genève, qui forment la structure jeunesse du Parti du Travail genevois, ont tenu récemment une Assemblée de Section. A cette occasion, elle a élu un nouveau président en la personne Forlan Badel, 27 ans, technicien audiovisuel en recherche d'emploi et un nouveau vice-président, Samuel Golly, 25 ans, étudiant en master de Lettres de l'Université de Genève. La nouvelle présidence ainsi que l'ensemble des membres de la section auront à cœur de poursuivre leur travail politique. «Notre lutte contre le capitalisme, contre le néolibéralisme, pour les droits des travailleurs et des travailleuses et pour une écologie radicale demeure au centre de nos préoccupations», souligne Forlan Badel. «Nous allons aussi continuer à renforcer nos liens avec le Parti du Travail pour faire progresser nos idées et nos combats», ajoute Samuel Golly. La relève est assurée. ■

Réd.

Bataille autour d'un taux d'imposition à Renens

La commune de Renens se rêverait-elle riche? Toujours est-il que la Municipalité de la cité de l'Ouest lausannois voudrait reconduire le taux communal actuel de 77.0% pour une année, soit 2022. Pour la Fourmi Rouge (POP et Gauche en Mouvement), c'est faire fausse route et elle propose un taux à 78% pour conserver la charge fiscale à 233% si l'on additionne les taux communal et cantonal. A noter qu'en 2020, le taux moyen de l'ensemble des communes vaudoises était de 70.7 point, Lausanne affichant un taux à 78,5% et de 61% à Nyon.

«Au niveau cantonal, nous constatons que les offensives sur les finances ont fait l'objet d'une

proposition de la droite bancaire et nationaliste (PLR et UDC) auprès du Grand Conseil en octobre dernier avec le renvoi en commission d'une motion de la majorité de droite qui demande une baisse de 5 points de l'impôt cantonal. Nous faisons constat que si le Canton ne peut plus financer ses politiques publiques, alors ce seront les communes qui devront y surseoir. Les villes et centres régionaux seront les grands perdants de ces saillies», insiste la formation, qui rappelle que le conseil communal de Morges a récemment décidé d'augmenter d'un point son taux d'imposition communal pour répondre à l'urgence climatique.

«Cette hausse d'un point d'impôt n'aurait que très peu d'effet sur la feuille d'impôt des contribuables de classes modestes ou moyenne: elle se situe entre un et trois café par mois, voire moins, alors que pour la collectivité, cela représente des prestations essentielles, et accessibles à toutes et tous. Elle table sur l'anticipation, et souhaite que la commune dispose des moyens nécessaires pour agir dans le futur. C'est ainsi qu'elle envisage l'autonomie communale», a plaidé la Fourmi Rouge. Au final, son amendement a été refusé par la majorité du conseil communal. Déficit en vue? ■

Réd.

Le «Saint Peuple» et son serviteur

ANALYSE • Il existe deux populismes, radicalement antagoniques: celui qui va au peuple, celui qui convoque le peuple.

«Les populismes s'inscrivent dans la perspective d'une régénération démocratique», plaide Pierre Rosanvallon, mais dans le «populisme» d'un Orban, d'un Trump ou d'une Le Pen, cette «régénération» ne s'appuie sur aucune conception du monde: le populisme russe était rousseauiste, celui des droites réactionnaires n'est qu'un calcul, un investissement -plus que de «populisme», il s'agit de démagogie. Nous voilà donc déjà avec deux populismes, radicalement antagoniques: celui qui va au peuple, celui qui convoque le peuple.

«L'alternative est simple: soit on va vers le peuple, soit le peuple ira vers le populisme», résume Christophe Guilluy. Mais c'est quoi, ce «populisme» vers quoi le peuple irait si on ne va pas vers lui comme les «populistes» originels russes et révolutionnaires, les «narodniki» (le «Narod», en russe, étant à la fois le peuple et la nation). Pour le dictionnaire anglais de l'Université du Cambrige, le populisme, c'est l'ensemble des «idées et activités politiques dont le but est de gagner le soutien du peuple en lui donnant ce qu'il veut» (ou du moins en le lui promettant?)... ce qui ne fait que repousser notre interrogation sur la définition du «populisme» à une interrogation sur celle du «Peuple»... est-ce tout le monde? les Monarques, en tout cas, s'en excluent eux-mêmes, explicitement. Est-ce alors «tout le monde sauf ceux qui sont au pouvoir»? Mais dans les démocraties représentatives, ceux (et désormais celles) qui sont au pouvoir affirment précisément l'être par la volonté du peuple... Alors, le peuple est-il le corps électoral, les citoyens et les citoyennes conscients et conscientes, actifs et active? A moins qu'on le confonde avec la nation, ou avec les contribuables, ou avec les consommateurs...

La figure du prolétariat

Pour tous les populismes, en tout cas, le pouvoir doit revenir au peuple, quelque définition que l'on donne du peuple... mais de quel pouvoir parle-t-on? les dirigeants des plus grandes entreprises mondiales font-ils partie du peuple? Continuons le processus d'exclusion: les premiers et seconds Etats de l'Ancien Régime français n'étaient pas considérés (et ne se considéraient pas eux-mêmes) comme faisant partie du peuple -mais le curé de campagne aussi pauvre que ses ouailles, n'en fait-il pourtant pas partie, du peuple, lors même qu'il fait aussi partie du clergé? et le nobliau provincial ruiné? Le peuple, ce n'est donc, si on restait là, que l'ensemble (certes considérable) de celles et ceux qui ne sont ni au pouvoir, ni aristocrates, ni prêtres, ni dirigeants d'une grande entreprise... mais alors, le peuple, ne serait-ce pas ce qu'on n'ose plus appeler le prolétariat? et nous voilà avec un peuple composé de l'ensemble (considérable) de celles et ceux qui ne possèdent (pour la vendre ou la louer) que leur force de travail? la classe ouvrière, les petits employés, les petits commerçants et artisans qui n'ont que l'illusion de posséder leur commerce ou leur atelier (gagés pour obtenir un prêt bancaire)... y ajoute-t-on le sous-prolétariat? les détenus après condamnation? Les femmes faisaient-elles partie du peuple suisse avant 1971? Elles ne faisaient en tout cas pas partie du «peuple souverain»... Et les catholiques, faisaient-ils partie du peuple genevois avant 1798? La constitution de la République instaurait bien le suffrage universel (masculin), mais en excluait les catholiques... Et les enfants, les adolescents, les immigrants, aujourd'hui, font-ils et elles partie du «peuple»?

Comme le populisme n'est pas un corpus politique cohérent (il y a un monde entre celui des Narodniki et



Donald Trump s'adressait au «peuple» des «petits blancs». Gage Skidmore

celui d'un Louis-Napoléon Bonaparte, d'un Bolsonaro ou d'un Trump), le peuple n'est pas une réalité cohérente, mais un concept, un discours, qu'on adapte en fonction d'autre chose qu'un critère de description de la réalité: en fonction d'une stratégie politique. Le peuple américain auquel s'adresse Trump est exclusif à la fois des immigrants, des premiers occupants de l'Amérique et, consciemment ou non, des «noirs», des femmes, des intellectuels: c'est le «peuple» des «petits blancs». Ainsi le peuple peut-il être un tout, se confondant «à la russe» avec la nation, un presque tout (le fameux 99%), ou une partie de la population, qu'on définira comme on l'entend, c'est-à-dire comme il est politiquement utile qu'on le définit. Il peut être une «majorité silencieuse» à la place de qui on s'autorise à parler puisqu'on est assuré qu'elle ne démentira pas ce qu'on lui fait dire, ou une force dangereuse, ou un mythe mobilisateur.

Le populisme contemporain diffère ainsi à la fois du populisme russe du XIX^e siècle et du populisme européen du début du XX^e siècle, qui en appelait à un régime au moins autoritaire, voire dictatorial, refusait la démocratie et d'où sourdrait le fascisme et le nazisme. Nos populistes de droite se proclament démocrates, plus démocrates encore que leurs adversaires (de droite ou de gauche), qu'ils réduisent à une caste, un «système» que d'ailleurs les populistes de droite ne veulent pas renverser, mais s'approprient, comme un Orban en Hongrie, un Trump aux USA ou avant eux un Berlusconi en Italie. Les populistes de gauche (Podemos en Espagne, les Insoumis en France) ne disent d'ailleurs pas autre chose, du moins tant qu'ils n'arrivent pas au pouvoir comme Syriza en Grèce.

Et c'est ainsi que le populisme, quand il n'est pas celui de révolutionnaires défaits (les narodniki...), se dissout dans la prise, l'exercice et la captation bonapartiste du pouvoir. C'est alors que vient «une nuit qui ne sait rien de l'aurore» (Anna Akhmatova) ■

Pascal Holenweg

Paru sur www.causetoujours.blog.tdg.ch, adapté par la rédaction

ON NOUS ÉCRIT

Mai 68

Revenant sur la «semi-révolution de mai 68», Pierre Aguet en tire un bilan mitigé, notamment du fait de «l'égoïsme maladif» de la nouvelle génération qui s'éveillait.

Vice-président des Jeunesses Socialistes Suisses en 1968, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt et de sympathie la semi-révolution de mai 68 en France et à Paris en particulier. De loin. Avec le recul, me sont venus, tout de même, quelques regrets. Si l'on pouvait défendre la volonté de laisser la jeunesse développer ses potentialités

en dehors des cadres antérieurs trop étriqués, il est vite apparu que cette nouvelle génération n'avait plus aucun respect pour les valeurs collectives, bien peu de références à des valeurs universelles, un grand attachement à un égoïsme maladif, une culture de la liberté individuelle absolue. D'où les regrets évoqués ci-dessus.

Deux informations récentes me font nuancer ces regrets. Nous vivions vraiment dans une société coincée, étriquée pour ne pas dire asphyxiée. Bertil Galland publiait Maurice Chappaz dans les *Cahiers de la renaissance vaudoise*. Or, il a dû arrêter cette collaboration parce que Chappaz avait écrit, dans un ouvrage de grande qualité, trois lignes qui déplurent à Maître Regamey: une scène amusante où des

bergers valaisans comparaient la vigueur de leur sexe en érection. A la télévision, hier soir, j'ai appris que «Les jolies colonies de vacances», la chanson fétiche de Pierre Perret, était interdite d'antenne en France parce qu'il était expliqué que ces enfants avaient fait pipi dans le lavabo.

Là encore, avec le recul, on se dit qu'une révolution était effectivement nécessaire. Que «Ma France» de Jean Ferrat fût interdite d'antenne parce qu'il chantait «La France des travailleurs», celle qui construisit vos usines», on ne s'étonne pas trop. Mais aller jusqu'à interdire la diffusion des «Jolies colonies de vacances»...il était temps de secouer la maison. ■

Pierre Aguet,

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

La pédophilie dans une Eglise androcentrique

On connaissait le scandale de la pédophilie dans l'Eglise catholique partout dans le monde: Australie, Allemagne, Etats-Unis, Irlande, Pays-Bas... Mais le rapport Sauvé (qui porte bien son nom), rendu public mardi 5 octobre dernier sur le scandale de la pédophilie en France, a sidéré même les plus avertis par le nombre de victimes et de prédateurs.

Avant tout, il faut insister haut et fort sur un fait: 95% des prédateurs sont des hommes, non seulement au sein de l'Eglise, mais dans les familles, les écoles, les clubs sportifs, les cours de danse, de musique, de théâtre, les colonies de vacances, les associations de scoutisme, partout où il y a des enfants. Des pervers recherchent d'ailleurs les lieux d'éducation aux enfants pour assouvir leurs sinistres penchants.

Le rapport Sauvé, 3000 pages, est un rapport exemplaire, unique à ce jour, fondé sur la parole des victimes. Il est le fruit de 3 ans d'écoute, de moyens importants mis en œuvre, d'analyses sociologiques. La commission, indépendante, a été financée, il faut le relever, par la Conférence des Evêques de France. Le rapport révèle des chiffres effrayants: sur une période qui s'étale entre 1950 et 2020, au moins 216.000 mineurs ont été victimes de prêtres, diacres et religieux. Si l'on ajoute les personnes agressées par des laïcs travaillant dans des institutions de l'Eglise (enseignants, surveillants, cadres de mouvements de jeunesse...), le nombre monte à 330.000. La Ciase (la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise) a aussi évalué entre 2900 et 3200 le nombre d'agresseurs. Cette fourchette représente 2,5% à 2,8% des 115.000 prêtres et religieux qui ont exercé pendant les 70 ans étudiés. Mais la Ciase estime qu'un ratio proche de 3% est une estimation minimale.

Le rapport s'est fondé sur un échantillon de 28.000 personnes, à qui l'on a demandé: «Quand vous étiez jeunes, êtes-vous allés au catéchisme, en colonie de vacances, dans des clubs de sport, des cours de musique, avez-vous subi un acte sexuel? Qui en était l'auteur, quel âge aviez-vous?». Les membres de la commission ont mené des entretiens approfondis qui pouvaient durer 2-4 heures. On trouve une prévalence d'enfants entre 10 et 13 ans. Le problème concerne, ici aussi, tous les milieux. Si les victimes sont majoritairement des filles dans les familles, les organisations sportives et artistiques, elles sont majoritairement des garçons au sein de l'Eglise. Et si 40% des victimes parlent, 60% se taisent, encore aujourd'hui. Pendant des décennies, les agressions sexuelles, les viols dénoncés ne suscitaient qu'indifférence. Les victimes étaient ignorées, l'Eglise s'occupait éventuellement des prêtres, les confessait... et les changeait de paroisse ou les envoyait en Afrique! Ce qui fait que les prêtres prédateurs commettaient leurs crimes ailleurs, multipliant ainsi le nombre de victimes. L'omerta régnait, depuis la base jusqu'aux plus hautes instances, comme l'a montré l'affaire Preynat.

Le rapport aborde la lourde responsabilité de l'institution dans les crimes commis. Les silences et les défaillances de l'Eglise catholique face aux actes de pédocriminalité commis en son sein depuis les années 1950 présentent un caractère systémique. «L'Eglise n'a pas su voir, n'a pas su entendre, n'a pas su capter les signaux faibles», a estimé le président de la Ciase, Jean-Marc Sauvé, devant la presse. Selon lui, les *Ecritures* ont été parfois «déformées ou travesties», laissant la porte ouverte aux abus.

La politique de prise en charge des curés visait en réalité à protéger l'institution, et à maintenir les défaillants dans le sacerdoce. Sauvé évoque une «indifférence profonde, et même cruelle, à l'égard des victimes», jusqu'au début des années 2000. «Il faut se départir de l'idée que les violences sexuelles dans l'Eglise ont été éradiquées. Le problème subsiste», ajoute-t-il.

Sur l'ensemble de la population, les données extrapolées de la Ciase donnent des résultats effrayants: 3,9 millions de femmes et 1,5 million d'hommes ont subi des agressions sexuelles avant leur majorité, soit 14,5% des femmes et 6,4% des hommes. Dans l'ensemble, 6% des cas d'abus ont eu lieu dans le cadre ecclésial. L'étude s'est efforcée de situer ces violences dans le contexte général des violences sexuelles commises. Elle montre que si la grande majorité des violences sexuelles sur mineurs ont été perpétrées dans le cadre familial ou amical, «il en a été commis dans le cadre de l'Eglise catholique significativement plus que dans les autres sphères de socialisation». Les deux institutions fonctionnent sur un modèle patriarcal, ce qui favorise l'exposition des personnes socialement «dominées» que sont les femmes et les enfants aux violences masculines.

L'Eglise catholique a toujours eu un problème avec la sexualité et un discours inadapté. Sa hiérarchie rigide, composée uniquement d'hommes, est le fondement du problème. Le côté «sacré» de la personne du prêtre rendait les victimes encore plus dépendantes et impuissantes que dans un autre contexte. Personne ne croyait les enfants, pas même leurs parents. Et comme l'évêque couvrait le prêtre, le piège se refermait hermétiquement.

L'encyclique de Paul VI «Humanae Vitae», 1968, contre la conception et l'avortement, a durablement figé une représentation morale décalée par rapport à la société. Il était plus grave de divorcer ou d'avorter que de violer un enfant! Or le social devrait l'emporter sur le moral.

À l'avenir, il faudrait améliorer le recrutement des prêtres, apprendre à discerner les pervers, lever l'obligation de célibat. Il faut définitivement lever le secret de la confession quand un crime est en cause. Les prêtres devraient avoir l'obligation de les dénoncer à la justice. Dans l'immédiat, on devrait démettre de leurs fonctions non seulement les abuseurs mais aussi tous les évêques qui, mis au courant, ont couvert ces crimes. Enfin, il faut faire entrer davantage de femmes: il y avait des femmes prêtres dans l'Antiquité. Il faut sortir de l'androcentrisme, du patriarcat, qui provoquent des inégalités et de la violence. L'Eglise catholique a un siècle de retard. L'Eglise protestante a eu sa première femme pasteur en Suisse en 1930, en France en 1949. Il y a même des femmes imames aujourd'hui! Qu'attend l'Eglise catholique pour s'adapter à la société?

Si toutes les institutions étaient égalitaires, en représentation comme en doctrine, de tels abus seraient beaucoup plus rares. Et les enfants, mieux protégés, deviendraient des adultes épanouis...

Huguette Junod

La justice condamne deux anciens dirigeants de Ford

ARGENTINE

La Chambre fédérale d'Argentine a confirmé la condamnation de deux anciens cadres de la multinationale automobile Ford pour l'enlèvement et la torture de 24 travailleurs pendant la dernière dictature, à l'intérieur de l'usine de Buenos Aires.

D'un côté de la table se trouvaient les dirigeants de l'entreprise. De l'autre, les délégués syndicaux. Le calendrier sur le bureau portait la date de ce jour: jeudi 25 mars 1976, un jour après le coup d'État, qui a inauguré la dernière dictature argentine (1976-1983).

Le directeur des relations industrielles de Ford Motor Argentina, Guillermo Galarraga, a annoncé sur un ton entre plaisanterie et violence qu'à partir de ce moment, l'entreprise ne reconnaîtrait plus l'activité syndicale de ses travailleurs.

«Pouvez-vous nous expliquer pourquoi notre activité syndicale est interrompue?», demande Juan Carlos Amoroso, l'un des délégués.

«Parce que cette entreprise est devenue un objectif et une priorité militaire», lance le directeur, sans autre explication.

Lorsque les travailleurs se sont levés de leurs chaises, Galarraga regarde Amoroso et dit: «Transmettez mes salutations à Camps [nommé Ramón, chef de la police de Buenos Aires].»

«Je ne sais pas qui c'est», répond l'autre.

«Vous allez le découvrir», lui rétorque l'homme d'affaires, provoquant les rires des autres managers.

Amoroso et 24 autres ouvriers de l'usine automobile Ford de la province de Buenos Aires (toujours en activité) ont «découvert» l'existence de Camps et d'autres chefs militaires quelques jours plus tard. Ils ont été enlevés – certains à leur poste de travail sur la chaîne de montage de l'entreprise –, emmenés dans un centre de détention clandestin installé sur le terrain de sport de l'usine, torturés et enfermés dans diverses prisons de la capitale argentine.

Galarraga est décédé en 2016 à l'âge de 92 ans. Il a réussi à échapper à la justice. Ce n'est pas le cas de deux de ses comparses, Pedro Müller (89 ans), directeur de la fabrication et deuxième dans la hiérarchie du conseil d'administration dans ces années-là; et Héctor Francisco Sibilla (94 ans), responsable de la sécurité de l'usine.

En décembre 2018, le tribunal fédéral de San Martín les a condamnés pour ces crimes contre

l'humanité. Leurs avocats ont fait appel de la sentence et l'affaire est passée devant la Chambre fédérale de cassation. Ce tribunal a statué la semaine dernière: il a confirmé les condamnations et a maintenu l'intégralité de la charge de la preuve contre les deux anciens directeurs. Müller a été condamné à 12 ans de prison, soit deux ans de plus que Sibilla, qui a été condamnée à 10 ans de prison, peine qui sera effectuée à domicile avec bracelet électronique.

«Nous parlons d'une sentence historique pour l'Argentine et pour le monde», explique Tomás Ojea Quintana, l'avocat qui a représenté les victimes. «Il s'agit d'une étape importante car cette ratification prouve ce dont on a toujours parlé dans les milieux universitaires et journalistiques: la complicité de certains groupes économiques avec le terrorisme d'État. Et elle a été accréditée dans le cadre d'un procès équitable où toutes les garanties procédurales ont été respectées. Ces deux personnes ont eu les meilleurs cabinets d'avocats», a déclaré l'avocat.

Après la décision de justice, le secrétaire national aux droits de l'homme, Horacio Pietragalla Corti, a invité la multinationale à «prendre une mesure institutionnelle» concernant ce sombre passé.

Les condamnations de cette nature, ajoute-t-il, n'ont qu'un seul précédent dans le monde: les hommes d'affaires nazis qui se sont assis sur le banc des accusés lors du procès de Nuremberg. «Ceux qui pensent que c'est un jugement du passé se trompent. Il s'agit plus que jamais de l'avenir, de la nécessité pour les entreprises de s'engager en faveur des droits de l'homme dans leurs relations commerciales.»

«Coïncidence d'objectifs»

La prochaine étape, selon Ojea Quintana, est de poursuivre la multinationale en justice. «Cette condamnation est contre des individus, contre des personnes physiques, contre deux anciens dirigeants. Malheureusement, en raison de restrictions légales, nous n'avons pas encore été en mesure de poursuivre la société en justice. Nous nous y pré-



La dictature a conduit à 30'000 «disparus», 15'000 fusillés, 9'000 prisonniers politiques et 1,5 million d'exilés.

Mónica Frau

parons. Les gestionnaires représentaient cette entreprise. Qu'est-ce que Ford a à dire à ce sujet? C'est ce que nous voulons découvrir. L'aspect positif de cet arrêt est qu'il nous donne des motifs pour une autre bataille juridique», souligne-t-il.

Les preuves entendues lors du procès – témoignages des victimes, témoins, dossiers, photos, documents de l'entreprise, etc. – ont permis d'établir que Müller et Sibilla étaient ceux qui fournissaient à l'armée les listes de travailleurs qu'ils voulaient faire enlever et qui ont autorisé l'installation d'un centre de détention clandestin dans les locaux de l'usine.

«De plus, la plupart de ces enlèvements ont eu lieu avec des camionnettes Ford. Les soldats dinaient dans les réfectoires de la compagnie. C'était très grossier. Ils ont ressenti un profond sentiment d'impunité», explique l'avocat.

«Toutes les preuves montrent la coïncidence des objectifs entre Ford et la dictature: éliminer toute résistance syndicale dans l'usine», explique-t-il à propos du niveau de complicité.

L'importance du «précédent juridique»

Selon le dernier rapport du bureau du procureur général pour les crimes contre l'humanité (PCCH), 30 affaires sont ouvertes en Argentine contre des agents économiques pour leurs liens avec la dictature. Cependant, beaucoup de ces affaires sont au point mort, avec très peu de progrès ces dernières années. Ojea Quintana estime que la confirmation de cet arrêt créera «un précédent juridique», qui «accélénera» ces affaires. ■

Andres Actis

Paru dans *El Salto*, adapté par la rédaction

Une lutte d'hier et d'aujourd'hui

HISTOIRE • Une conférence à l'Unige revient sur l'histoire du mouvement pour l'indépendance de la Catalogne.

Lorsque l'on s'informe au travers de la plupart des médias et que l'on connaît mal l'indépendantisme catalan, on l'associe souvent à la figure du libéral Carles Puigdemont, actuellement eurodéputé et anciennement président de la généralité de Catalogne. Il fut destitué par Madrid après le référendum du 1^{er} octobre 2017 sur l'indépendance de la région. Et poursuivit depuis par la justice espagnole pour «sédition» et «détournement de fonds publics». Derrière ce visage, on trouve pourtant un mouvement pluriel politiquement dont on peut faire remonter les origines à la résistance face au franquisme du siècle passé.

Mise en perspective

Raconter son histoire était l'un des objectifs, ce lundi, d'une conférence intitulée «La gauche indépendantiste Catalane – Histoire et perspectives». Elle était organisée par L'Atelier Histoire en mouvement, qui contribue

depuis 2014 à «diffuser et faire un travail sur la mémoire des luttes, contre l'historiographie dominante», et la Conférence universitaire des associations étudiantes (CUAE), faitière des associations étudiantes de l'Université de Genève. Pour ce faire, ils avaient convié David Fernandez, journaliste et militant du parti indépendantiste de gauche, la *Candidature d'Unité Populaire* (CUP) et Jordi Cuixart, président de l'association culturelle catalane *Omnium cultural* et ancien prisonnier politique, en raison de son rôle de l'organisation du référendum de 2017, ainsi qu'Ana Gabriel militante de la gauche indépendantiste.

Retour à 1936

L'histoire de la gauche indépendantiste débute dans les horreurs du franquisme naissant en 1936. La dictature met alors en place «l'élimination des ennemis intérieurs, de Catalogne, d'Andalousie et d'ailleurs». Cette persécution conduira un mil-

lion de personnes à l'exil et de nombreux.euses militants.es communistes et anarchistes dans les camps.

De la résistance socialiste au fascisme, émergera au cours des années 60 un mouvement véritablement indépendantiste en Catalogne. Ceci dans un contexte de luttes de libération nationales internationalistes et anti-impérialistes – en Irlande, au Pays Basque, ou encore en Sardaigne. Ce mouvement veut l'instauration du socialisme, l'indépendance de la Catalogne et l'unité des pays catalans.

Les années 80 et 90

Au début des années 80, dans une Espagne qui tente de se «défaire» du franquisme, mais où l'«on a transféré les membres de la police de la dictature vers la «démocratie»», selon M. Fernandez, une nouvelle constitution est adoptée, qui interdit la fédération de régions autonomes.

Ravivé dans les dans les années 90 par les mouvements sociaux alter-

mondialistes, l'indépendantisme catalan de gauche se dote alors d'un parti, la CUP. «Il s'agissait d'appliquer un principe de municipalisme de la base pour faire émerger le pouvoir d'en bas. Il se donnait pour perspective l'anarchisme catalan, l'idée d'une auto-organisation, d'une autogestion», explique M. Fernandez. Après deux décennies de «travail de terrain», la CUP finit par rentrer au parlement en 2012 avec 3 députés dont M. Fernandez en tête de liste. Et le parti compte aujourd'hui 335 conseiller.ères municipaux.ales en Catalogne.

Recul de libertés

«Le référendum d'octobre 2017 doit beaucoup à toutes ces luttes passées pour l'autodétermination et les conditions de vie», estime M. Cuixart. Les militant.es qui les portent encore sont confrontés à la répression. «Il y a un important recul des libertés. Les récents mouvements sociaux comme celui dans les rues de

Barcelone en soutien aux prisonniers politiques, ont conduit à des dizaines de milliers d'amendes et fait plus de 1000 blessés! On n'avait pas anticipé un tel degré de violence policière à l'époque», lance celui qui a connu les geôles à cause de son engagement non-violent. «L'emprisonnement m'a donné conscience de l'ampleur de notre mouvement. Seuls ceux qui sont majoritaires y conduisent, on n'enferme pas de petits mouvements folkloriques», relativise-t-il.

Soucieuse de ces combats d'hier et d'aujourd'hui pour l'autodétermination des peuples, et dans une perspective internationaliste, Mme Gabriel conclut en revenant sur le cas du référendum grec contre les mesures antisociales de la Troïka. «A l'époque nous n'avons pas assez fait attention car le Grèce, c'est loin. Nous aurions dû. Il faut bien que quelqu'un tienne la barricade. Nous serons peut-être les prochains». ■

Jorge Simao

Le Burkina Faso face au miroir de son histoire

BURKINA FASO • Quatorze personnes, dont l'ancien président Blaise Compaoré, seront jugées à partir de lundi pour la mort en 1987 du leader révolutionnaire et icône panafricaniste Thomas Sankara, qui a présidé le pays à partir de 1983 et a été abattu lors d'un coup d'Etat.

Le leader charismatique burkinabé Thomas Sankara, également connu sous le nom de «Che Guevara africain», a été capturé et exécuté à l'âge de 37 ans avec douze officiers à la suite d'un coup d'Etat en 1987. Son corps a été démembré et enterré dans une tombe anonyme. Compaoré lui a succédé et est resté au pouvoir jusqu'en octobre 2014, date à laquelle il a fui le pays au milieu de manifestations de masse contre son intention de modifier la constitution pour se représenter.

Compaoré, qui s'est depuis exilé en Côte d'Ivoire, a déclaré qu'il n'avait pas l'intention d'assister au procès, tandis que sa défense fait valoir qu'il bénéficie d'une «immunité» contre toute poursuite. C'est précisément son départ du pays qui a permis le déblocage de l'affaire devant les tribunaux. Le 13 avril, la justice burkinabé a accusé Compaoré d'atteinte à la sûreté de l'Etat, de «complicité d'assassinat» et de «recl de cadavres» dans le cadre de l'affaire Thomas Sankara, accusations qu'il nie. Le chef de la sécurité de Compaoré, Hyacinthe Kafando, un autre des accusés, sera également absent du procès.

Parmi les personnes inculpées aux côtés de Compaoré figure Gilbert Diendéré, son chef de cabinet et membre de sa garde présidentielle, qui a mené la tentative de coup d'Etat ratée en septembre 2015. Ces dernières heures, il est apparu que des organisations de la société civile et des proches ont demandé à la Chambre de première instance du Tribunal militaire de la capitale, Ouagadougou, où se tiendra le procès, l'autorisation d'enregistrer et de diffuser le procès en raison de son intérêt historique, bien que la Cour n'ait pas encore pris de décision.

«Je pense que c'est important pour l'histoire et j'espère que ce sera aussi un moyen de convaincre d'autres politiciens que tout ne se règle pas par des assassinats», a déclaré à Radio France Internationale Aïda Kiemé, fille du conseiller Frédéric Kiemé, lui aussi exécuté pendant le coup d'Etat. C'est précisément cette question qui a déclenché la colère de la défense de Compaoré. L'un de ses avocats, Pierre-Olivier Sur, se plaint qu'ils n'ont jamais eu accès au dossier d'accusation et que la diffusion du procès pourrait enlever tout soupçon de neutralité. «Nous n'allons pas y aller comme des marionnettes», a-t-il soutenu auprès du même média.

La réaction au procès de l'Etat français, ancienne puissance coloniale, qui n'a promis de



La figure du «Che» burkinabé, Thomas Sankara, reste une source d'inspiration à Ouagadougou.

Sputniklit

déclassifier ses documents relatifs à la mort de Sankara qu'en 2017, sur ordre du président Emmanuel Macron, sera également intéressante.

Bien que les autorités françaises aient toujours nié toute implication dans le coup d'Etat, de nombreux Burkinabés continuent de penser que le gouvernement français a, pour le moins, tiré un énorme profit de la mort du leader panafricaniste, l'un des épisodes les plus sanglants de l'histoire du pays.

Qui était Thomas Sankara?

Né en 1949 dans la colonie française alors connue sous le nom de Haute-Volta, Sankara a poursuivi une carrière militaire, a créé l'Union des officiers communistes et est devenu chef d'Etat après un coup d'Etat militaire en 1983. Il a immédiatement rebaptisé le pays Burkina Faso – ce qui, en langue mooré, signifie «pays des hommes intègres». Mais son héritage va sans aucun doute au-delà des gestes symboliques.

Il a lancé l'un des programmes révolutionnaires les plus radicaux de l'histoire africaine. Il a nationalisé la terre et l'a partagée, il a fait de

même avec les richesses minières, il a coupé les ponts avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale et, face à l'aide occidentale et à la «nouvelle colonisation de la dette imposée», il a tout mis sur la construction d'un nouveau pays fondé sur la gestion indépendante et socialiste des ressources humaines et naturelles.

Sa politique a pratiquement éradiqué la faim, donné la priorité à la santé et à l'éducation. Elle a permis la vaccination de millions d'enfants, les a alphabétisés et a amélioré le statut des femmes. Sous son règne, les mutilations génitales féminines, les mariages forcés, la polygamie et d'autres pratiques portant atteinte à la dignité des femmes ont été interdits. Thomas Sankara a été le premier chef d'Etat à élever des femmes à des postes clés dans l'Etat et l'armée.

Anti-impérialiste et panafricaniste, grand disciple de Che Guevara et ami personnel de Fidel Castro, il avait l'habitude de se rendre aux réunions du gouvernement à vélo – jusqu'à ce qu'il soit «forcé» d'utiliser une Renault 5 – et au moment de sa mort, il ne disposait que de 350 dollars sur son compte bancaire. Il était aimé

par son peuple et admiré par les gens de toute l'Afrique et du reste du monde.

Sankara saluant son ami Fidel Castro.

Sankara ne s'est pas opposé à l'impérialisme par choix idéologique ou par calcul politique, mais a cherché à développer son peuple à partir de ses propres ressources et de celles de sa terre, il voulait qu'il soit fier de ce qu'il était et qu'il compte davantage sur ses propres forces que sur les prêts et l'aide de l'Occident.

«Notre lutte pour l'indépendance et le bien-être de nos peuples est qualifiée d'insubordination, et leur pillage de nos richesses est appelé travail civilisateur. C'est ainsi qu'ils écrivent l'histoire et c'est ainsi que la plupart de l'humanité l'apprend», a déclaré M. Sankara, qui, au cours de ses quatre courtes années de mandat, a allumé tous les feux rouges de l'ancienne métropole. Le Burkina Faso était une étincelle qui pouvait allumer un grand feu sur le continent africain; c'était un exemple à suivre. Et Paris ne lui a jamais pardonné. ■

Naiz.eus, paru sur www.rebellion.org

La vraie fausse sortie de Sebastian Kurz

AUTRICHE • Accusé de corruption, le jeune homme pressé de la droite nationale-libérale en Europe se retire en installant à la chancellerie son allié Alexander Wallenberg.

La droite nationale-libérale européenne est orpheline. Elle a perdu son modèle. Sebastian Kurz, le jeune et séduisant chancelier autrichien, est tombé, au moins provisoirement, de son piédestal. Accusé de corruption dans une retentissante affaire d'achat de sondages truqués et de commentaires plus que complaisants à son égard publiés dans la presse, il a été contraint à la démission, ce week-end. Soucieux cependant de ne pas perdre totalement la main, il a décidé de propulser un proche, son ministre des Affaires étrangères, Alexander Wallenberg, pour lui succéder à la chancellerie. Lequel était intronisé, lundi, par le président de la République autrichienne, Alexander Van der Bellen (Les Verts).

Kurz est accusé de «corruption», «pots-de-vin», «abus de confiance» dans une enquête judiciaire qui a débouché, au milieu de la semaine

dernière, sur la perquisition de la chancellerie et du siège de l'ÖVP (Parti populaire autrichien). L'ex-jeune homme pressé de la politique autrichienne qui s'était emparé des rênes de la droite chrétienne-démocrate, en crise au milieu de la décennie 2010, avant d'être propulsé chef d'Etat à 31 ans, était déterminé à accéder très vite au sommet. Quitte à forcer le destin. Candidat à la chancellerie en octobre 2017, il aurait acheté des sondages favorables, assortis d'analyses élogieuses, au groupe de presse Österreich. L'opération aurait été financée par des fonds publics via le ministère des Finances, où siègeait un ami du futur chef d'Etat.

Un fidèle parmi les fidèles

Sebastian Kurz, qui nie en bloc ces accusations, a annoncé son retrait comme moyen «de garantir la stabilité du pays» d'ici à ce que «la vérité soit faite». Menacé par une probable

motion de censure du Parlement autrichien, il a décidé de précipiter son départ pour garder, en fait, la main sur le pouvoir. Le nouveau chancelier, Alexander Wallenberg, un fils de bonne famille issue de la noblesse autrichienne, est en effet présenté par la presse comme un fidèle parmi les fidèles du chancelier démissionnaire, à qui il doit toute sa carrière. Diplomate chevronné, le personnage a peu d'expérience en politique intérieure. Qu'à cela ne tienne, estiment plusieurs observateurs, il sera «conseillé par les sherpas de Kurz et fermement accompagné» par son prédécesseur.

Kurz s'est adjugé de surcroît la présidence du groupe ÖVP au Parlement et demeure le chef de file du parti. Enfin, pour mener à bien son opération, il lui fallait l'accord de ses partenaires Verts, au pouvoir avec lui depuis début 2020. De la désignation de Wallenberg comme nouveau

chancelier dépendait, en effet, la poursuite du gouvernement de coalition avec les écologistes. Werner Kogler, dirigeant des Verts et vice-chancelier, a officialisé ce ralliement en affirmant qu'il s'agirait de l'ouverture «d'un nouveau chapitre» pour le gouvernement. Sans se formaliser des fréquentes dérives droitières de l'exécutif.

Sebastian Kurz avait, récemment encore, interdit d'accès au territoire autrichien les Afghans tentant de fuir le retour de la dictature talibane. Il avait repris à son compte, lors des législatives de 2017, une partie du discours anti-migrants du FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche, ultra-droite nationaliste), avant d'inviter celui-ci à former jusqu'en 2019 un gouvernement avec lui.

Cette collusion avec le FPÖ a valu à Kurz d'être mêlé à un autre scandale retentissant: l'Ibiza-gate. Cette affaire-là fut fatale à l'ex-chef de file

du FPÖ, Heinz-Christian Strache, pris en caméra cachée sur l'île de villégiature espagnole, tentant de vendre à un oligarque russe le contrôle de quelques entreprises publiques autrichiennes contre un financement de son parti. Mais elle a rejailli sur l'ex-chancelier, accusé par une commission d'enquête parlementaire d'avoir fait preuve de complaisance à l'égard de Strache.

Kurz, qui s'était illustré dans la célébration, en juin 2018, d'un «axe des volontaires dans la lutte contre l'immigration illégale» avec le ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini, et son collègue allemand, Horst Seehofer, cultivait de bonnes relations avec les dirigeants nationaux-libéraux d'Europe centrale comme avec l'aile droite d'une CDU/CSU (chrétienne-démocrate) allemande en crise. ■

Bruno Odent

Paru dans *L'Humanité*

Ne pas se laisser broyer

LIVRE • L'ancien conseiller national socialiste et dirigeant syndical Jean-Claude Rennwald navigue de l'intime au politique. Il aborde son double cancer et revient sur la pandémie mondiale liée au Covid.

Au-delà des constats médicaux, se révèle un véritable livre politique et programmatique. Frappé par un cancer du côlon en 2012, puis un autre de la prostate quatre ans plus tard, le tribun socialiste, qui n'est pas du genre à baisser les bras et à se laisser abattre, débute son livre par un journal de bord de la traversée de sa maladie.

Oui, il peut...

Soigné à Bâle, du fait qu'il «n'y a pas assez de volume» à Delémont suivant le jargon du new management, au large de 38 séances radio thérapie, on le suit dans son quotidien ne laissant presque aucune place au découragement. On est loin du *Mars* signé Fritz Zorn, où un membre de la bourgeoisie zurichoise miné par le conformisme de son milieu raconte son existence vide et sans désir.

Volontiers volontariste, l'ancien dirigeant syndical livre un peu de sa vie privée, notamment son amour pour les arts (peinture, musique ou lecture), la bonne bouffe, ainsi que pour sa femme ou ses enfants, voire sa vie intime quand il évoque la nécessité de prendre avant érection du tadalafil, médicament contre les troubles érectiles. Dur, dur.

Souffrances communes

Sa guérison face au crabe coïncide avec l'apparition de la pandémie du Covid, qui occupera l'actualité durant les deux années suivantes. Outre un panorama précis, exhaustif et détaillé sur des mesures prises par la Confédération et les cantons pour contrer l'épidémie, le livre ouvre sur une large réflexion politique sur notre société. Le secteur de la santé en étant un révélateur, il propose de nombreuses mesures pour l'après Covid. En préambule, il explique le lien entre son cas et la menace mortelle mondiale. «Le mot souffrance est celui qui s'applique le mieux aux deux phénomènes. Souffrance individuelle dans un cas, souffrance collective dans l'autre, dans une sorte de face-à-face ou de jeu de miroirs», pose-t-il. Suivent des chapitres où il égrène les dysfonctionnements de notre monde. Il y a d'abord les déséquilibres de notre écosystème, en citant Edgar Morin: «L'augmentation des occurrences des virus est liée à l'agriculture industrielle massive, plus particulièrement l'industrialisation de l'élevage animal.»

La pandémie contribue aussi à révéler les profondes inégalités de notre société, dénotant un «virus de classe». «L'accès aux soins et à la vaccination, de même que le télétravail ont été plus difficiles pour les catégories sociales défavorisées», souligne-t-il.

Il ajoute que le personnel de front face à la pandémie est souvent le plus mal payé et considéré, notamment les infirmières.

S'agissant de ce dernier secteur infirmier, «certaines situations confinent parfois au scandale, en termes de

salaires, de temps de travail ou de difficultés à remplir leurs obligations sociales et familiales», relève l'auteur.

Pistes de changement

Dans le sous-chapitre, *Suisse, un interventionnisme inédit*, l'homme né en 1958 se félicite que les dogmes de la non-intervention étatique aient été battus en brèche. «On a assisté à un retour en force de l'Etat comme acteur majeur de la vie politique, sociale et économique, en ce sens que sans les 70 milliards investis par la Confédération dans des aides à certains secteurs ou pour permettre à des centaines de milliers de travailleurs de toucher des indemnités de chômage partiel plutôt que d'être licenciés, des pans entiers de l'économie suisse se seraient effondrés», explique le Jurassien.

Dans la dernière partie de son livre, le politique ouvre des pistes de transformation tous azimuts pour la Suisse. Elles passent par des solutions de transition écologique – nouvelles énergies, revitalisation des sols, amélioration du tri des déchets –, de réduction des inégalités notamment celles des salaires femmes/hommes, de partage des richesses, en développant les investissements publics dans l'éducation, la santé et l'environnement. Mais aussi de refonte de la fiscalité via l'imposition des héritages, l'impôt progressif et l'impôt sur les grandes fortunes et une taxation des entreprises qui opèrent aux quatre coins de la planète. Il revendique aussi la nécessité de revaloriser les métiers utiles, protéger la souveraineté médicale en matière de production, développer une solidarité sanitaire internationale et humaine, ou réduire la durée du travail.

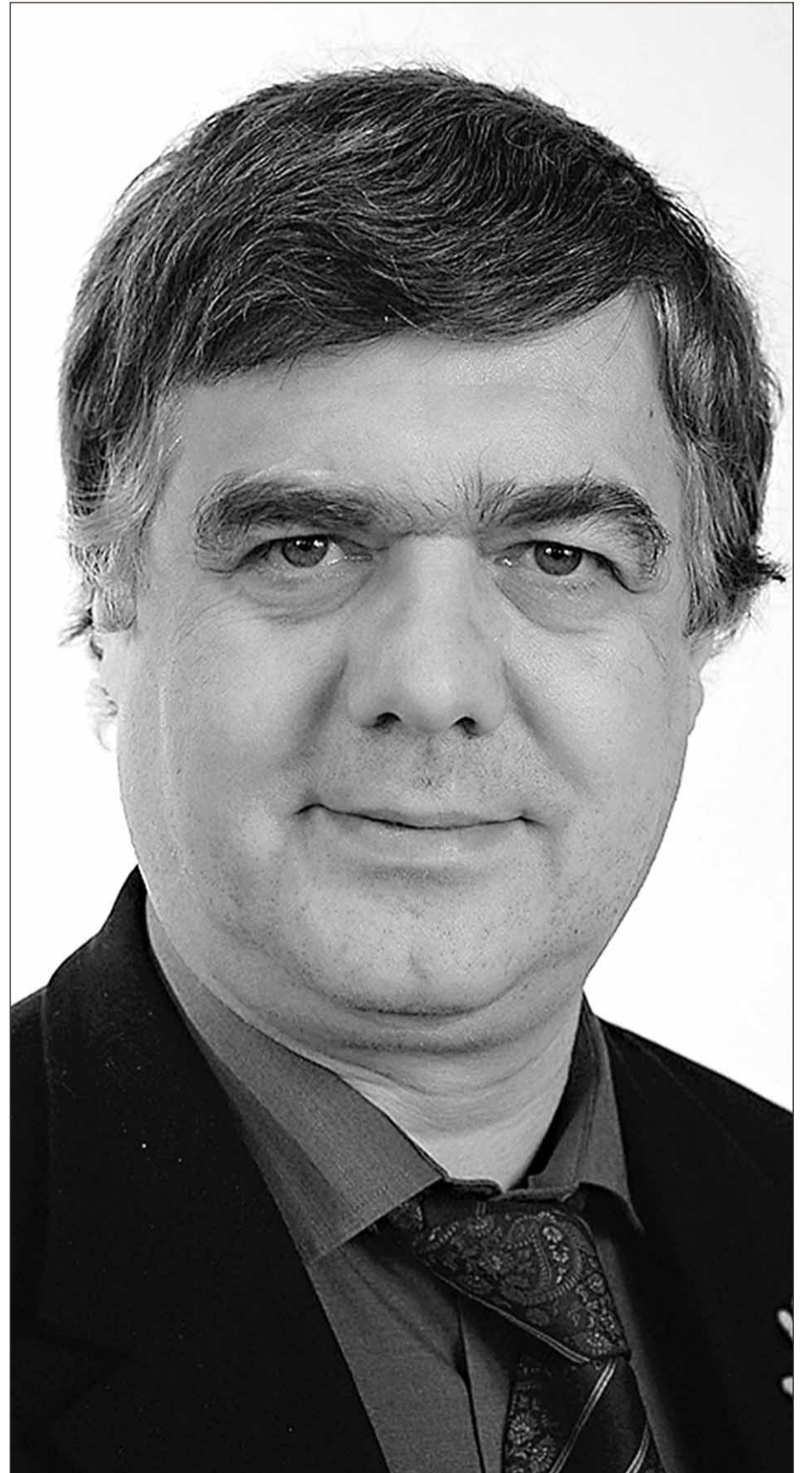
Modérer l'économie

Citant le sociologue franco-brésilien Michael Löwy, Rennwald considère qu'il ne faut pas opposer croissance et décroissance, mais distinguer trois types d'activités: «Celles qu'il faut détruire: l'armement, le nucléaire. Celles qu'il faut modérer: l'automobile, l'industrie du tabac. Celles qu'il faut fortement développer: la formation, les énergies renouvelables, les technologies de la communication, les transports et les services publics ou encore l'agriculture biologique et de proximité». La prescription sera-t-elle suivie d'effets? On l'espère.

Et alors cette fameuse machine à saucisses, qui donne le nom à son titre? Il s'agit d'une comparaison entre une image de *Tintin en Amérique*, où l'on voit des vaches qui entrent dans une machine pour en ressortir sous forme de saucisses et ses séances de radiothérapie. Avec un leitmotiv: il faut empêcher cette machine de nous broyer tous. Une leçon à méditer à l'heure de la possible sortie progressive de la pandémie. ■

Joël Depommier

Jean-Claude Rennwald, *La machine à saucisses, du cancer à une pandémie, récit médical et politique*. Ed. de l'Aire, 2021, 253 p.



Rennwald fait un lien entre souffrance personnelle et celle du monde face au Covid.

parlement.ch

«La politique est une question de vie ou de mort»

LIVRE • A seulement 28 ans, Edouard Louis est déjà reconnu à l'international. Dans ses romans, il s'en prend aux élites politiques, qu'il considère responsables des grandes inégalités et de la misère qui en découle.

«Je veux surtout montrer que la violence des opprimés n'est qu'un écho de la violence des oppresseurs.» Edouard Louis le répète dans de nombreuses interviews. C'est ce qui l'a finalement incité à prendre la plume, lui, le fils d'une famille ouvrière d'un morne village de Picardie, dans le Nord de la France. Dans son premier roman *En finir avec Eddy Bellegueule* (2014), Louis retourne dans ce lieu désolé de sa jeunesse, où il a dû tenir bon dans un climat délétère d'agressions, d'alcoolisme, d'homophobie, de sexisme et de racisme.

Jusqu'au début des années 1980, presque tous les habitants travaillaient dans une usine locale. Mais les restructurations se sont succédées et la plupart des gens se sont retrouvés au chômage et dans la pauvreté. Le père d'Edouard a travaillé à l'usine pendant dix ans, jusqu'à ce qu'un accident de travail lui brise le dos. Sa mère était femme au foyer. Edouard a fui son lieu de naissance. Il est parti étudier à Paris et s'est lancé dans la littérature.

Son œuvre est étroitement liée à l'histoire de sa vie. A travers le prisme de son vécu, Louis

observe la société et crache impitoyablement sur les injustices structurelles qu'il y voit. Son premier roman l'a fait connaître, mais les suivants lui ont également assuré une renommée mondiale: *Histoire de la violence* (2016) et *Qui a tué mon père* (2018). Dans son récent ouvrage *Combats et métamorphoses d'une femme*, il dépeint la vie de sa mère.

Attaqués par le politique

«La violence et les tensions quotidiennes dans la société sont trop facilement ignorées et niées... Nous vivons dans un monde extrêmement violent, marqué par l'exclusion sociale, la domination de classe, l'homophobie et le racisme. Un monde qui structure et reproduit la violence, en quelque sorte. Pourtant, cette question est à peine abordée dans la littérature et le discours politique contemporains.»

En tant qu'écrivain, Edouard Louis s'est fixé comme objectif de donner à ce monde violent une place dans la littérature. Le non-engagement n'est pas une option. Ses opinions poli-

tiques sont mises au premier plan, sans aucune retenue.

Mais pour ce jeune auteur, cela coule de source: «J'ai toujours ressenti la politique directement dans mes os, dans ma chair et mon sang. Pour notre famille, dans le Nord, un nouveau gouvernement pouvait faire un monde de différence. Nous nous sentions constamment attaqués par le politique. Pourrons-nous manger suffisamment à la fin du mois? Pourrons-nous bénéficier de l'aide sociale ou vont-ils l'abolir? Rembourseront-ils certains médicaments? Ça nous préoccupait jour et nuit. Quand on est confronté à ce genre de problèmes, on pense directement à la politique.»

Macron rend les pauvres plus pauvres

Aux yeux d'Edouard Louis, les écrivains ont un rôle social à jouer. La littérature qui se met entièrement au service de l'élite culturelle ne l'intéresse pas. «Celui qui appartient à la classe ouvrière a conscience que la politique est une question de vie ou de mort. C'est pourquoi la politique résonne si fort dans mes livres. Parce

que tous ces Parisiens huppés qui écrivent des romans ont rarement vécu la politique dans leur chair. Quel que soit le gouvernement en place, ils pouvaient aller tranquillement au restaurant, et continuer à jouer les grands marxistes. La bourgeoisie est protégée de la politique, alors que les pauvres y sont constamment soumis.» Edouard Louis ne se contente pas de parler de politique dans ses romans. Par ailleurs, il n'hésite pas à exprimer ses opinions tranchées dans des cartes blanches et des interviews. La politique actuelle le fait littéralement pleurer. L'élection de Macron à la présidence de la France a été pour lui un drame, parce que ce président ne changerait rien.

«Macron méprise l'homme du peuple et les classes inférieures. Il va rendre les pauvres encore plus pauvres.» Edouard Louis est ainsi devenu l'ambassadeur d'une littérature dans laquelle l'homme ordinaire peut se reconnaître, une littérature dans laquelle la vie de la classe travailleuse obtient la place qu'elle mérite. ■

Dirk Tuypens

Paru dans *Solidaire*, adapté par la rédaction

Les petites pilules du bonheur

EXPO • Les pilules médicales nouveaux adjuvants du bonheur? C'est la question que pose une passionnante exposition à Renens.

Longtemps, l'humanité a cherché à atteindre le bonheur par les religions, les philosophies, l'engagement politique. Il semble qu'aujourd'hui elle trouve des réponses dans ce que lui propose l'industrie pharmaceutique. L'exposition à la Ferme des Tilleuls, ainsi que le documentaire et le livre qu'ont conçus le journaliste Arnaud Robert et le photographe Paolo Woods, s'interrogent sur l'usage des diverses molécules produites par la recherche scientifique. Les deux créateurs proposent donc un regard critique sur l'emprise des médicaments, sans pourtant jeter l'anathème sur ceux-ci. Beaucoup d'entre eux sont en effet indispensables. C'est leur surconsommation et leur abus, ainsi que les incitations des entreprises pharmaceutiques à les consommer, qui posent problème. Sait-on par exemple que le chiffre d'affaires mondial de celles-ci atteint 1250 milliards de dollars, soit trois fois le coût des armements, et huit fois plus que l'industrie des jeux vidéo?

Des bodybuilders à bout de souffle

L'exposition propose donc une série de photos, accompagnées de courts textes, prises partout dans le monde. En Amérique latine, elle met le doigt sur un problème endémique, les grossesses précoces d'adolescentes, en général abandonnées par leur partenaire. Dans le cas présent, la prise de la pilule contraceptive apparaît bien comme un élément positif.

Informatives, ces photographies en couleurs revêtent aussi une valeur esthétique. Ces jeunes femmes enceintes ou portant un bébé dans leurs bras juvéniles posent toutes devant un fond qui évoque une faune et une jungle idéalisées.

Beaucoup plus inquiétant apparaît le recours de nombreux adolescents étasuniens aux psychostimulants, tels l'amphétamine, censés accroître leur capacité de concentration. Quant aux stimulants sexuels, illustrés par l'exemple du gigolo de luxe italien Roy pour satisfaire ses «clientèles», ils donnent une image de survirilité. Celle-ci est aussi illustrée par les photos des adeptes du culturisme (les bodybuilders) en Inde et ailleurs. Une «virilité» d'ailleurs paradoxale que crée la consommation des stéroïdes comme la cortisone, car en réalité ces muscles hypertrophiés fondent et ne déploient pas de force réelle...

Surconsommation problématique

Quant aux homosexuels israéliens, nombreux à Tel-Aviv, ils ont volontiers recours au PrEP, censé prémunir contre le sida, le bon vieux préservatif leur semblant obsolète. Une autre série de clichés particulièrement parlante est consacrée à l'étalage des pharmacies familiales que, peu ou prou, nous détenons tous et toutes chez nous. Et parmi ces innombrables pilules, combien sont sans doute échues depuis longtemps? Répétons-le, le but des concepteurs de l'exposition n'est nullement de



Combien de gélules périmées et inutiles dans cet étalage de pharmacie familiale?

condamner la médecine moderne en général, mais de susciter chez les spectateurs une prise de conscience sur la surconsommation médicamenteuse à laquelle nous incite une industrie très lucrative. Celle-ci participe même de la micro-économie dans des pays d'Afrique, où des vendeurs de médicaments ambulants (dont on ose espérer qu'ils ne sont pas tous périmés) portent sur leur tête de véritables pyramides de

pillules. Terminons ce parcours par une image très forte, celle d'un grand malade français ingurgitant son médicament ultime, un barbiturique, dans le cadre du suicide assisté.

On ne manquera pas, lors de la visite de la Ferme des Tilleuls, de suivre la progression du montage d'ORGANUGAMME de Danielle Jacqui, cette œuvre monumentale faite de milliers de pièces de céramiques montées sur une structure métallique

de 14 mètres de haut! Après son inauguration, prévue pour l'été 2022, ce travail extraordinaire qui rappelle un peu celui du facteur Cheval, devrait attirer les foules à Renens, une commune qui s'affirme de plus en plus comme un nouveau centre culturel. ■

Pierre Jeanneret

Happy pills. Une exposition d'Arnaud Robert et Paolo Woods, Ferme des Tilleuls, rue de Lausanne 52, Renens, jusqu'au 16 janvier 2022.

Un autodafé aux conséquences tragiques

CINÉMA • Au crépuscule du régime autoritaire du Shah, des cinémas sont incendiés. Sous la forme d'un puzzle, «Careless Crime» revient sur l'un de ces attentats. En composant avec la censure iranienne actuelle.

Fiction poétique surréaliste, conte initiatique flirtant avec une théâtralité lynchienne et le fantastique ou réalité? Epoques mises en abyme ou reconstitution minutieuse? Les questions irrésolues se bousculent à la vision de *Careless Crime*, film de l'Iranien Shahram Mokri servi par un casting de haut vol. L'artiste est déjà auteur de réalisations aux scénarios complexes voire alambiqués (*Fish and Cat*, *Invasion*). Il aime aligner les boucles temporelles et imbriquer les épisodes de récits parallèles. La complexité du film peut parfois en desservir la virtuosité.

Epoques enchevêtrées

Careless Crime mise sur la circularité, une même scène pouvant être rejouée devant le spectateur selon des angles renouvelés. Ce motif circulaire a pour effet paradoxal d'approfondir l'attention autant que de l'égarer parfois. Filmé à la caméra portée, l'opus multiplie les points de vue, vécus, expectatives et temporalités autour de la tragédie. Dans un lent ballet d'images, certaines certitudes s'effacent, l'étonnement croît face au nombre de micro-événements et erreurs conjugués – trop de sièges, sorties de secours bloquées par des caisses empilées... – entourant un attentat contre un cinéma.

Mais est-on vraiment en 1978 lorsque le principal et futur incendiaire se plaint de ne pas trouver un médicament en rupture de stock? Ou dans la République islamique actuelle, pays le plus touché par la pandémie au Proche et au Moyen-Orient, où la population est soumise à une épuisante quête de traitement. Voire dans un conte étrange où un dealer de cachets apparaît sous les traits d'une immense marionnette humaine. Si l'embargo étasunien a toujours une répercussion catastrophique sur les besoins médicaux du pays, le secteur pharmaceutique



«Careless Crime», un film de Shahram Mokri qui ausculte un drame sous des angles et temporalités multiples.

Trigon Film

est devenu une mafia. La manière implicite dont le réalisateur joue donc au chat et à la souris avec la censure ne manque pas de possible rouerie. La période des attentats contre les cinémas et dancings, symboles d'une culture occidentale voués aux gémonies est ainsi évoquée par une guide lors d'une visite quasi documentaire d'un Musée de la Révolution.

Attentat ambigu

En 1978, cet incendie volontaire du Rex d'Abadan fit 478 victimes. Une année plus tard, la Révolution islamique éclatait. Conçu pour protester contre l'Occident, soutien à la dictature du Shah lié au pétrole, l'acte incendiaire fomenté par une équipe de bras cassés qui doutent et tergiversent ne devait pas faire de victimes selon ses auteurs. Or tout affirme qu'il faut s'attendre au pire.

On assiste à une sorte de film dans le film. Ainsi l'œil découvre en pleine nature des séquences narrant la rencontre près d'une grotte, lieu mythologique et légendaire s'il en est, entre un groupe de fantassins inquisiteurs et des jeunes femmes s'affairant pour une projection en plein air de *The Deer*, l'un des films iraniens ayant eu le plus de succès avant la Révolution. Ce thriller dû à Massoud Kimiai est projeté lors de la dramatique séance de l'incendie, 42 ans plus tôt. Mais est-on certain d'avoir saisi cette énième allusion aux pouvoirs du 7^e art comme sortilèges d'illusions ou médium révélateur de toute une société et histoire d'un pays?

Humour

Dans son souci du détail, la fiction se révèle traversée d'un burlesque tendu lors d'un dialogue entre fille et mère. La caméra cadre seulement

les deux femmes. Lorsque la plus âgée lâche, «Ne nous frottez pas. On ne vous frotera pas», parle-t-elle de tôle froissée ou de harcèlement sexuel, plaie de l'Iran? Invisible à l'image, un homme tente de guider la fille dans son parkage. Emprise patriarcale infantilissante ou aide façon tutoriel détaillé? La mère tranche et envoie le passant aux fraises.

Interrogation façon poupées gigognes sur les pouvoirs de la narration télescopant les époques pour en former une nouvelle, *Careless Crime* est une réalisation déroutante et attachante, un vrai faux film-dossier judiciaire débouchant sur un tour de magie. Une manière de réenchanter le monde ou de l'incendier.

Malgré la censure

Soumis à un contrôle permanent émanant des instances culturelles et politiques, d'autres cinéastes d'Iran parviennent à se jouer des fourches caudines de la censure. Pour muer leur cinéma en puissance dérangeante, alignant les non-dits, l'autocensure et le hors-champ. A l'image de *Hair* signé Mahmoud Ghaffari. On y voit de jeunes athlètes sourdes sélectionnées pour le championnat du monde de karaté devant renoncer à leur participation pour tenue non conforme avant un final apocalyptique.

En témoigne aussi le cinéma de Mohammad Rasoulof, arrêté, condamné, incarcéré et interdit de quitter son pays, ours d'or à Berlin pour *Le Diable n'existe pas*, recueil de courts-métrages explicites sur la peine de mort. Côté cinéastes femmes historiques, Rakhshan Bani-Etemad réalise documentaires ou fictions mettant en exergue la résilience de la femme iranienne. Elle a ainsi réussi à faire passer devant la censure ses portraits de prostituées et triangles amoureux. ■

Bertrand Tappolet

Careless Crime. Cinéma Bellevaux, Lausanne.